REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO MINISTERE DU BUDGET SECRETARIAT GENERAL

Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire

COMMENTAIRES SUR LES ETATS DE SUIVI BUDGETAIRE A FIN MARS 2025 (SITUATION PROVISOIRE)

Les présents commentaires portent sur les Etats de Suivi Budgétaire (ESB) à fin mars 2025, et s'articulent autour de deux points, à savoir :

- le suivi quantitatif des dépenses ;
- le suivi de la fluidité du circuit (volume des dépenses exécutées d'une étape à une autre en relatif et en absolu).

I. SUIVI QUANTITATIF DES DEPENSES

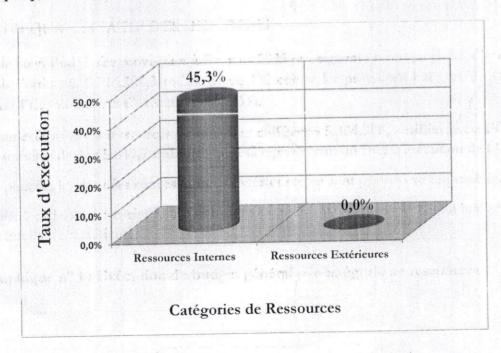
Les Etats de Suivi Budgétaire provisoires à fin mars 2025 renseignent un niveau global d'exécution des dépenses de l'ordre de 5.304.388,3 milliards de FC contre les prévisions linéaires de 11.699.920,8 milliards de FC, soit un taux d'exécution de 45,3%.

Les dépenses exécutées sur ressources propres sont chiffrées à 5.304.388,3 milliards de FC contre les prévisions linéaires de 8.665.849,7 milliards de FC représentant un taux d'exécution de 61,2%.

Pour cette période, les données sur ressources extérieures ne sont pas encore disponibles.

Le graphique 1 ci-dessous renseigne sur l'exécution en pourcentage des dépenses du budget général en ressources internes et extérieures.

Graphique n° 1: Exécution du budget général par catégorie de ressources



1. Les dépenses de rémunération s'élèvent à 2.451.895,1 milliards de FC contre les prévisions linéaires de 2.533.124.162.500 FC, soit un taux d'exécution de 98,2%.

Le service de la dette a été payé à hauteur de 142,3 milliards de FC. La dette publique en capital exécuté à 101,2 milliards de FC comprend la dette extérieure exécutée à hauteur de 90,5 milliards de FC (Club de Kinshasa: 57,2 milliards de FC et dette multilatérale: 33,2 milliards de FC) et la dette intérieure exécutée à hauteur de 10,6 milliards de FC (Dette Sociale: 4,8 milliards de FC et Dette commerciale: 5,7 milliards de FC). Les frais financiers sont de 41,1 millions de FC. Les intérêts sur le club de Kinshasa et sur la dette multilatérale ont été respectivement payé à la hauteur de 28,4 milliards de FC et 12,7 milliards de FC. Les intérêts titrisés et moratoires n'ont connu aucune exécution.

La rétrocession aux Administrations financières se chiffre à 343,2 milliards de FC répartie comme suit : la Direction Générale des Impôts 163,07 milliards de FC, Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations 107,1 milliards FC et la Direction Générale des Douanes et Accises 72,9 milliards de FC, représentant respectivement 80,8%, 72,8% et 76,1% de leurs prévisions linéaires. Ces enveloppes justifient le paiement des arriérés de 2024. Outre la rémunération, le service de la dette ainsi que la rétrocession aux administrations financières,

ci-dessus l'essentiel de dépenses exécutées à fin mars 2025 porte sur :

Les dépenses exécutées par la procédure du paiement au profit de :

- Ministère de l'Agriculture pour l'acquisition des pesticides, appareils de traitement, équipements de transformation et de protection en vue de la campagne agricole;

Infrastructures Travaux Publics pour les travaux d'aménagement et de bitumage de la RN1

tronçon Mbuji Mayi -Katende;

Numérique pour l'acquisition d'équipement et la mise en œuvre d'un réseau intranet dans les 25 provinces (LOT2);

- Journal Officiel pour l'impression et la diffusion des numéros ordinaires ;

land. The opportunity of the court of the second

- Ministère de l'Intérieur et Sécurité pour l'achat des vivres des policiers pour le mois de janvier 2025 et pour l'augmentation des salaires ;

Ministère de la Défense Nationale dans le cadre de la prévention et l'anticipation face aux groupes de type militaire d'insécurité et pour la majoration des salaires des militaires ;

- Ministères des Affaires Sociales dans le cadre des interventions économiques en faveur de l'ONG CONGAUTISME pour la prise en charge des enfants et adolescents vivant avec le trouble du spectre d'autisme ainsi que le programme de lutte contre le phénomène kuluna;

- Paiement des frais de fonctionnement en faveur du Corps de Protection des parcs nationaux et réserves apparentées ainsi que du Service d'Education Civique, patriotique et action sociale du Ministère de la Défense et Anciens Combattants.

produpen da av se red teore i "la séc e produce para la calora donce transfer de la calora de la calora de la La calora de la cal La calora de la calora del calora de la calora del calora de la calora del calora de la calora del calora de la calora del la calora de la calora de la calora del calora del la c



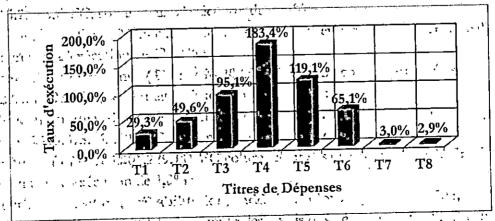
2. Les données d'exécution de dépenses du budget général par titre (T) sont reprises dans le tableau ci-après:

Tableau nº 1: Dépenses du budget général par titre à fin janvier 2025

	Z 22 22 22 22 22 2					
Code	Titre	Voté	Prévision Linéaire (03 mois)	Exécuté	Taux d'exécution	Structure d'éxécution
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	1 379 996 611 125	344 999 152 781	101 212 524 239	29,3%	1,9%
2	FRAIS FINANCIERS	331 360 527 218	82 840 131 805	41 110 052 995	49,6%	0,8%
3	DEPENSES DE PERSONNEL .	10 695 060 945 322	2 673 765 236 331	2 542 39 4 246 130	95,1%	47,9%
4	BIENS ET MATERIELS	767 629 836 683	191 907 459 171	351 966 217 830	183,4%	6,6%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	2 333 084 307 752	583 271 076 938	694 707 950 959	119,1%	13,1%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	8 623 492 652 389	2 155 873 163 097	1 403 470 372 159	65,1%	26,5%
,	EQUIPEMENTS	13 915 447 038 390	3 478 861 759 597	105 503 229 141	3,0%	2,0%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET	8 753 611 437 389	1			,
·	EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	46 799 683 356 268	11 699 920 839 067	5 304 388 374 622	45,3%	100%

- Dette publique en capital (T1): 101.212.524.239 FC contre les prévisions linéaires de 344.999.152.781 FC, soit un taux d'exécution de 29,3%;
- Frais financiers (T2): 41.110.052.995 FC contre les prévisions linéaires de 82.840.131.805 FC, soit un taux d'exécution de 49,6%;
- Dépenses de personnel (T3): 2.542.394.246.130 FC contre les prévisions linéaires de 2.673.765.236.331 FC, soit un taux d'exécution de 95,1%;
- Biens et matériels (T4): 351.966.217.830 FC contre les prévisions linéaires de 191.907.459.171
 FC, soit un taux d'exécution de 183,4%;
- Dépenses de préstations (T5): 694.707.950.959 FC contre les prévisions linéaires de 583.271.076.938 FC, soit un taux d'exécution de 119,1%;
- Transferts et interventions de l'Etat (T6): 1.403.470.372.159 FC contre les prévisions linéaires de 2.155.873.163.097 FC, soit un taux d'exécution de 65,1%;
- Equipements (T7): 105.503.229.141 FC contre les prévisions linéaires de 3.478.861.759.597 FC, soit un taux d'exécution de 3,0%;
- Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière (T8): 64.023.781.171 FC contre les prévisions linéaires de 2.188.402.859.347 FC, soit un taux d'exécution de 2,9%.

Graphique no 2: Exécution des dépenses par Titre budgétaire



Me

3. Le tableau ci-après renseigne les exécutions des dépenses par grande fonction (GF) :

Tableau n° 2 : Dépenses du budget général par grande fonction à fin mars 2025

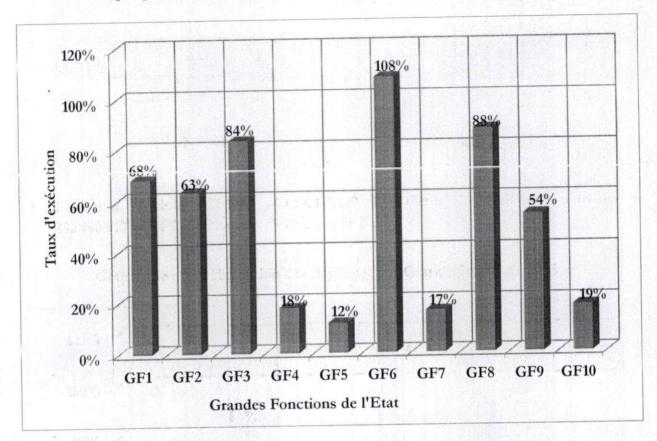
Code	Grande fonction	Voté	Prévision Linéaire (03 mois)	Exécuté	Taux d'exécution	Structure d'exécution
1	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	11 996 401 409 044	2 999 100 352 261	2 053 002 029 025	68,5%	38,7%
2	DEFENSE	3 452 628 137 801	863 157 034 450	547 548 561 376	63,4%	10,3%
3	ORDRE ET SECURITE PUBLICS	2 690 311 245 056	672 577 811 264	562 558 162 232	83,6%	10,6%
4	AFFAIRES ECONOMIQUES	12 384 633 551 078	3 096 158 387 770	554 117 832 471	17,9%	10,4%
5	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	406 567 199 904	101 641 799 976	12 042 510 548	C 11,8%	0,2%
6	LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	364 060 985 151	91 015 246 288	98 547 164 004	108,3%	1,9%
7	SANTE	6 057 483 698 475	1 514 370 924 619	252 497 979 463	16,7%	4,8%
8	RELIGION, CULTURE, SPORTS ET LOISIRS	407 831 186 579	101 957 796 645	89 531 590 582	87,8%	1,7%
9	ENSEIGNEMENT	8 039 002 034 848	2 009 750 508 712	1 088 132 673 303	54,1%	20,5%
10	PROTECTION SOCIALE	1 000 763 908 331	250 190 977 083	46 409 871 619	18,5%	0,9%
	Total	46 799 683 356 268	11 699 920 839 067	5 304 388 374 622	45,3%	100%

- Services généraux des Administrations publiques (GF1): 2.053.002.029.025 FC contre les prévisions linéaires de 2.999.100.352.261 FC, soit un taux d'exécution de 68,5%;
- Défense (GF2): 547.548.561.376 FC contre les prévisions linéaires 863.157.034.450 FC, soit un taux d'exécution de 63,4%;
- Ordre et sécurité publics (GF3): 562.558.162.232 FC contre les prévisions linéaires de 672.577.811.264 FC, soit un taux d'exécution de 83,6%;
- Affaires économiques (GF4): 554.117.832.471 FC contre les prévisions linéaires de 3.096.158.387.770 FC, soit un taux d'exécution de 17,9%;
- Protection de l'environnement (GF5): 12.042.510.548 FC contre les prévisions linéaires de 101.641.799.976 FC, soit un taux d'exécution de 11,8%;
- Logement et équipements collectifs (GF6): 98.547.164.004 FC contre les prévisions linéaires de 91.015.246.288 FC, soit un taux d'exécution de 108,3%;
- Santé (GF7): 252.497.979.463 FC contre les prévisions linéaires de 1.514.370.924.619 FC, soit un taux d'exécution de 16,7%;
- Religion, culture, sports et loisirs (GF8): 89.531.590.582 FC contre les prévisions linéaires de 101.957.796.645 FC, ; soit un taux d'exécution de 87,8%;
- Enseignement (GF9): 1.088.132.673.303 FC contre les prévisions linéaires de 2.009.750.508.712 FC, soit un taux d'execution de 54,1%;

Sk

Protection sociale (GF10): 46.409.871.619 FC contre les prévisions linéaires de 250.190.977.083 FC, soit un taux d'exécution de 18,5%.

Graphique n° 3 : Exécution des dépenses par Grande fonction de l'Etat



H-

4. Les détails sur l'exécution de dépenses du budget général par *rubrique budgétaire* (RB) sont repris dans le tableau ci-dessous :

Tableau n° 3 : Dépenses du budget général par rubrique à fin mars 2025

Code	£ Rubrique	Voté	Prévision Linéaire (03 mois)	Exécuté	Taux d'exécution	Structure d'exécution
1	Bourse d'Études	29 500 000 000	7 375 000 000	0	0,0%	0,0%
2	Charges Communes	460 992 034 288	115 248 008 572	267 934 049 441	232,5%	5,1%
3	Contrepartie des Projets	154 735 004 756	38 683 751 189	1 180 226 357	3,1%	0,0%
4	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	1 492 943 955 400	373 235 988 850	80 857 571 811	21,7%	1,5%
	Dette Publique	1 379 996 611 125	344 999 152 781	101 212 524 239	29,3%	1,9%
5	Financement des Réformes	153 383 333 333	38 345 833 333	71 638 806 668	186,8%	1,4%
6		1 765 710 209 897	441 427 552 474	373 577 469 102	84,6%	7,0%
7	Fonctionnement des Institutions	2 697 692 874 741	674 423 218 685	889 574 062 442	131,9%	16,8%
8	Fonctionnement des Ministères	2 376 451 827 991	594 112 956 998	6 047 000 000	1,0%	0,1%
9	Fonds de Péréquation	331 360 527 218	82 840 131 805	41 110 052 995	49,6%	0,8%
10	Frais Financiers	331 300 327 218	82 040 131 003			F 70/
11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 736 322 882 134	434 080 720 534	301 935 606 202		
12	Investissements sur Ressources Extérieures	12 136 284 195 614	3 034 071 048 904	0	0,0%	0,0%
13	Investissements sur Ressources Propres	2 916 927 741 350	729 231 935 338	69 295 063 625	9,5%	1,3%
14	Investissements sur Transfert aux Provinces Et	4 117 985 788 147	1 029 496 447 037	93 004 720 329	9,0%	1,8%
15	Invetissements sur Cession Actifs miniers (Contrat	957 215 257 205	239 303 814 301	0	0,0%	0,0%
16	Chinois) Mise à la Retraite	452 562 354 779	113 140 588 695	23 883 069 216	21,1%	0,5%
17	Rémunérations	10 132 496 650 000	2 533 124 162 500	2 451 895 195 603	96,8%	46,2%
18	Rétrocession aux Régies Financières	1 780 118 340 250	445 029 585 063	343 215 331 568	77,1%	6,5%
19	Subventions aux Organismes Auxiliaires	350 571 003 541	87 642 750 885	1 382 524 841	1,6%	0,0%
	Subventions aux Services Déconcentrés	26 731 250 000	6 682 812 500		0,0%	0,0%
20		30 480 000 000	7 620 000 000	(0,0%	0,0%
21	Subventions aux Services Ex-BPO	30 430 000 000			60.10	3 50/
22	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	1 095 828 106 539	273 957 026 635	186 645 100 184		1
23	TVA Remboursable	223 393 407 959	55 848 351 990	(
	Total	46 799 683 356 268	11 699 920 839 067	5 304 388 374 622	45,3%	100%

- Charges communes (RB2): 267.934.049.441 FC contre les prévisions linéaires de 115.248.008.572 FC, soit un taux d'exécution de 67,6%;
- Contrepartie des projets (RB3): 1.180.226.357 FC contre les prévisions linéaires de 38.683.751.189 FC, soit un taux d'exécution de 3,9%;
- Dépenses exceptionnelles sur ressources propres (RB4): 80.857.571.811 FC contre les prévisions linéaires de 373.235.988.850 FC, soit un taux d'exécution de 46,3%;
- La Dette publique (RB5): est exécutée à hauteur de 101.212.524.239 FC contre les prévisions linéaires de 344.999.152.781 FC, soit un taux d'exécution de 65,7%. Il s'agit essentiellement d'un paiement de la dette extérieure pour un montant de 57.254.836.043 FC au profit du Club de Kinshasa et 33.284.874.527 FC en faveur de la dette Multilatérale. Pour la dette intérieure, la dette Commerciale est de 5.782.906.670 FC et la dette sociale est de 4.889.906.999 FC;
- Financement des réformes (RB6): 71.638.806.668 FC, contre les prévisions linéaires de 38.345.833.333 FC, soit un taux d'exécution de 81,8%;
- Fonctionnement des Institutions (RB7): 373.577.469.102 FC contre les prévisions linéaires de 441.427.552.474 FC, soit un taux d'exécution de 68,4%, dépense essentiellement orientée vers le fonds spécial d'intervention (261.825.730.442 FC), les autres prestations (11.240.902.972

A2

FC), ainsi que (8.772.435.570 FC) en faveur de frais secret de recherche et 49.580.597.251 FC pour les différents fonctionnements ;

- Fonctionnement des Ministères (RB8): exécuté à hauteur de 889.574.062.442 FC contre les prévisions linéaires de 674.423.218.685 FC, soit un taux d'exécution de 58,2% au profit des différents transferts aux ambassades et postes consulaires avec une somme de 2.888.774.837 FC. Les autres prestations de l'ordre de 302.441.216.061 FC, concernant les frais secrets de recherche d'une enveloppe de 182.111.582.990 FC;
- Fonds de péréquation (RB9): 6.047.000.000 FC contre les prévisions linéaires de 594.112.956.998 FC, soit un taux d'exécution de 30,9%;
- Frais financiers (RB10): 41.110.052.995 FC contre les prévisions linéaires de 82.840.131.805 FC, soit un taux d'exécution de 100,0%, constitués des intérêts produits par le club de Kinshasa (28.409.510.543 FC) et la dette multilatérale (12.700.542.452 FC);
- Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques (RB11) : exécutées à hauteur de 301.935.606.202 FC contre les prévisions linéaires de 434.080.720.534 FC, soit un taux d'exécution de 54,0%;
- Investissements sur ressources propres (RB13): 69.295.063.625 FC contre les prévisions linéaires de 729.231.935.338 FC, soit un taux d'exécution de 25,6%;
- Investissements sur transfert aux provinces et ETD (RB14): 93.004.720.329 FC contre les prévisions linéaires de 1.029.496.447.037 FC, soit un taux d'exécution de 30,9%;
- Mise à la retraite (RB16): 23.883.069.216 FC, contre les prévisions linéaires de 113.140.588.695 FC, soit un taux d'exécution de 100%;
- Rémunérations (RB17): à fin mars, les rémunérations exécutées s'élèvent à 2.451.895.195.603
 FC contre les prévisions linéaires de 2.533.124.162.500 FC, soit un taux d'exécution de 98,2%;
- Rétrocession aux Régies financières (RB18): 343.215.331.568 FC contre les prévisions linéaires de 445.029.585.063 FC, soit un taux d'exécution de 76,6%;
- Subventions aux organismes auxiliaires (RB19): 1.382.524.841 FC contre les prévisions linéaires de 87.642.750.885 FC, soit un taux de 5,2%;
- Transfert aux Provinces et ETD (RB22): 186.645.100.184 FC contre les prévisions linéaires de 273.957.026.635 FC, soit un taux d'exécution de 27,3%.

Il sied de signaler que les rubriques Bourse d'études (RB1), Investissements sur ressources extérieures (RB12), les Investissements sur cession actifs miniers (contrat chinois) (RB15) et la TVA remboursable (RB23), n'ont connues aucune phase d'exécution, la Subventions aux services ex-BPO (RB21) quant à elles, a été exécutée jusqu'à la phase d'ordonnancement alors que la Subvention aux Services Déconcentrés (R20) est à l'étape de liquidation.

and the entrant of the first of Entrant (N - 20) 180,000 and 31117 at the first of

the entire that is a relation of Daniel and a P. P. J. In the control of

and the second of the second of the second of the

PC commission en encor enferires de 2.50.70.72.30 ff

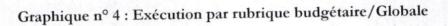
or section 180 Est PC, school took is 5 cold

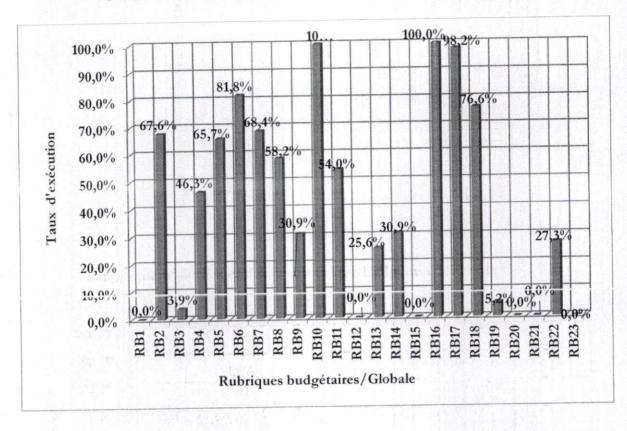
de 273,957,126,635 P.C. roit on roux discrete on discrete

Resource of the part Review Charles "" TSV: TSV: 1832-5.33 FAS

eresters are dependences and the control of the \$12.00

H=





5. Les Charges transférées en Provinces et ETD (40%) ont été exécutées à hauteur de 1.100.665.956.797 FC sur une prévision linéaire de 2.221.710.921.880 FC, soit un taux d'exécution de 49,5%.

Pour les charges transférées aux provinces, la majeure partie de dépenses a été payée dans la rubrique Rémunérations avec un taux d'exécution de 89,4% contre les prévisions linéaires de 918.257.448.209 FC; la rubrique Investissement sur Transfert aux Provinces et ETD est exécutée à 9,0% contre les prévisions linéaires de 1.029.496.447.037 FC et la rubrique transfert aux provinces et ETD (fonctionnement) a exécutée au taux de 68,1% contre les prévisions linéaires de 683.724.356.520 FC.

6. Les dépenses sociales retenues dans la Loi de finances 2024, correspondant au critère des dépenses de lutte contre la pauvreté (DLCP), renseignent un niveau de 1.480.665.585.247 FC, contre les prévisions linéaires de 4.280.485.156.839 FC, soit un taux d'exécution de 34,6%.

organization cas, in the case partie of the contract the case

THE STATE OF THE S

er de privater de la 2.27

Les reprints a reales an nues applique care de particules. Missione por den

response et este de transcence son l'existe i un at-

in Charges transferies on Province: or E'. L. (10%) or the

Le tableau ci-dessous renseigne les détails de l'exécution de dépenses de la lutte contre la pauvreté (DLCP) par rubrique budgétaire.

Tableau nº 4: Dépenses sociales à fin mars 2025

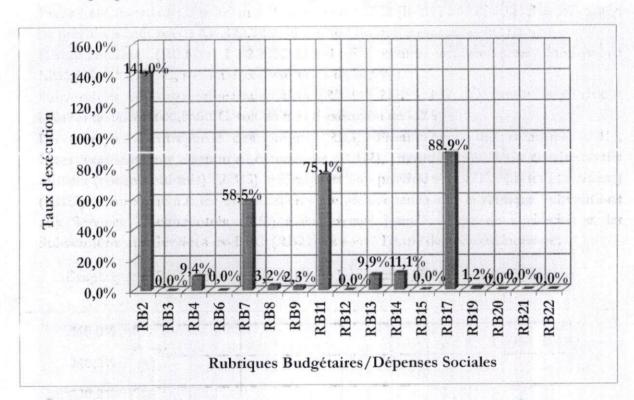
Code	Rubrique	Voté	Prévision Linéaire (03 mois)	Exécuté	Taux d'exécution	Structure d'exécution
1	Charges Communes	227 586 620 724	56 896 655 181	80 246 309 125	141,0%	5,4%
2	Contrepartie des Projets	68 483 589 678	17 120 897 420	0	0,0%	0,0%
3	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	85 000 000 000	21 250 000 000	2 000 000 000	9,4%	0,1%
4	Financement des Réformes	7 267 764 300	1 816 941 075	0	0,0%	0,0%
5	Fonctionnement des Institutions	272 265 891 951	68 066 472 988	39 810 478 234	58,5%	2,7%
6	Fonctionnement des Ministères	299 653 416 559	74 913 354 140	2 370 257 452	3,2%	0,2%
7	Fonds de Péréquation	1 048 672 483 924	262 168 120 981	6 047 000 000	2,3%	0,4%
8	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	621 679 541 299	155 419 885 325	116 772 105 013	75,1%	7,9%
9	Investissements sur Ressources Extérieures	4 001 437 964 777	1 000 359 491 194	0	0,0%	0,0%
10	Investissements sur Ressources Propres	1 101 111 304 009	275 277 826 002	27 379 589 005	9,9%	1,8%
11	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	3 337 902 885 426	834 475 721 356	93 004 720 329	11,1%	6,3%
12	Invetissements sur Cession Actifs miniers (Contrat Chinois)	957 215 257 205	239 303 814 301	- 0	0,0%	
13	Rémunérations	5 005 915 435 103	1 251 478 858 776	1 112 803 275 048	88,9%	75,2%
14	Subventions aux Organismes Auxiliaires	75 034 403 383	18 758 600 846	231 851 042	1,2%	0,0%
15	Subventions aux Services Déconcentrés	4 196 197 408	1 049 049 352	C	0,0%	0,0%
16	Subventions aux Services Ex-BPO	5 594 909 510	1 398 727 378	C	0,0%	0,0%
17	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	2 922 962 100	730 740 525	(0,0%	0,0%
	Total	17 121 940 627 356	4 280 485 156 839	1 480 665 585 247	34,6%	100%

- Charges communes (RB2): 80.246.309.125 FC contre les prévisions linéaires de 56.896.655.181 FC, soit un taux d'exécution de 141,0%;
- Dépenses exceptionnelles sur ressources propres (RB4): 2.000.000.000 FC contre les prévisions linéaires de 21.250.000.000 FC, soit un taux d'exécution de 9,4%;
- Fonctionnement des Institutions (RB7): 39.810.478.234 FC contre les prévisions linéaires de 68.066.472.988 FC, soit un taux d'exécution de 58,5%;
- Fonctionnement des Ministères (RB8): 39.810.478.234 FC contre les prévisions linéaires de 74.913.354.140 FC, soit un taux d'exécution de 58,5%;
- Fonds de péréquation (RB9): 2.370.257.452 FC contre les prévisions linéaires de 262.168.120.981 FC, soit un taux d'exécution de 2,3%;
- Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques (RB11): 116.772.105.013 FC contre les prévisions linéaires de 155.419.885.325 FC, soit un taux d'exécution de 75,1%;

H2

- Investissements sur ressources propres (RB13): 27.379.589.005 FC, contre les prévisions linéaires de 275.277.826.002 FC, soit un taux d'exécution de 9,9%;
- Investissements sur transfert aux Provinces et ETD (RB14): 93.004.720.329 FC contre les prévisions linéaires de 834.475.721.356 FC, soit un taux d'exécution de 11,1%;
- Rémunérations (RB16): 1.112.803.275.048 FC contre les prévisions linéaires de 1.251.478.858.776 FC, soit un taux d'exécution de 88,9%;
- Subventions aux organismes auxiliaires (RB19): 231.851.042 FC, contre les prévisions linéaires de 18.758.600.846 FC, soit un taux d'exécution de 1,2%;
- Les rubriques Contrepartie des projets (RB3), Financement des reformes (RB6), Investissements sur ressources extérieures (RB12), Investissements sur cession actifs miniers (contrat chinois) (RB15) et Transfert aux provinces et ETD (fonctionnement) (RB22) n'ont connu aucune exécution en cette période tandis que la rubrique Subventions aux Services Déconcentrés (R20) a été exécuté jusqu'à l'étape de liquidation et les Subventions aux Services ex-BPO (RB21) les sont à l'étape de l'ordonnancement.

Graphique n°5: Exécution par rubrique budgétaire/Dépenses sociales



Primited and Data Minerial Africana a

St

II. SUIVI DE LA FLUIDITE DU CIRCUIT

1. Les informations relatives aux différentes étapes de l'exécution de la dépense globale en termes de nombre de dossiers et en valeur sont affichées dans les tableaux 5 et 6.

Tableau n° 5 : Volume de dossiers de dépenses globales par étape de la Chaîne

Code	Titre	Engagé 1	Liquidé 2	Ordonnancé 3	Payé 4	Structure	Taux (4/1)
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	53	53	44	32	0,1%	60,4%
2	FRAIS FINANCIERS	54	54	54	54	0,1%	100,0%
3	DEPENSES DE PERSONNEL	32 156	32 033	31 883	31 654	72,7%	98,4%
4	BIENS ET MATERIELS	1 154	974	860	386	0,9%	33,4%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	10 405	10 126	9 996	9 462	21,7%	90,9%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	3 090	2 998	2 549	1 898	4,4%	61,4%
7	EQUIPEMENTS	95	80	63	57	0,1%	60,0%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	19	16	10	6	0,0%	32%
	Total	47 026	46 334	45 459	43 549	100%	92,6%

Après étude des données du tableau n° 5, la grande partie des dépenses de l'Etat pour cette période a été payée en faveur des dépenses de personnel suivi des différents transferts.

Les investissements (équipements et construction, réfection et réhabilitation) n'ont connu aucune exécution à fin janvier 2025. Un paiement régulier des dossiers d'investissement devra être maintenu afin d'atteindre la croissance et le développement du pays.

Tableau n° 6 : Exécution des dépenses globales par étape de la Chaîne de la dépense en valeur et leur taux de fluidité

l'envenir par le vant de la commune de l La commune de la commune d

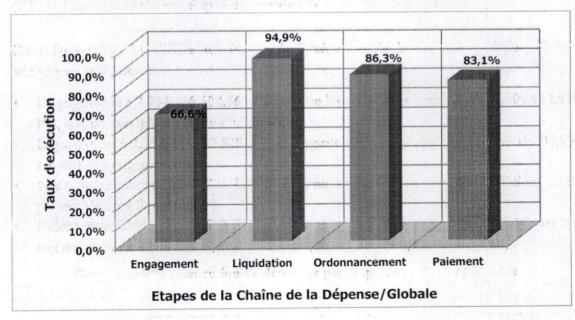
A=

			Prévision Linéaire En		nent Liquidation			Ordonnanceme	Payé		
Code	Titre	Crédit Voté	(03 mois)	Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	1 379 996 611 125	344 999 152 781	154 142 300 085	44,7%	154 142 300 085	100,0%	115 448 967 457	74,9%	101 212 524 239	87,7%
2	FRAIS FINANCIERS	331 360 527 218	82 840 131 805	41 110 052 995	49,6%	41 110 052 995	100,0%	41 110 052 995	100,0%	41 110 052 995	100,0%
3	DEPENSES DE PERSONNEL	10 695 060 945 322	2 673 765 236 331	2 669 886 423 722	99,9%	2 663 309 707 605	99,8%	2 624 824 262 642	98,6%	2 542 394 246 130	96,9%
4	BIENS ET MATERIELS	767 629 836 683	191 907 459 171	537 052 047 580	279,8%	419 688 693 164	78,1%	414 641 754 126	98,8%	351 966 217 830	84,9%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	2 333 084 307 752	583 271 076 938	1 068 378 611 993	183,2%	1 050 991 567 528	98,4%	870 028 200 482	82,8%	694 707 950 959	79,8%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	8 623 492 652 389	2 155 873 163 097	2 702 313 675 953	125,3%	2 544 999 995 011	94,2%	2 001 317 042 797	78,6%	1 403 470 372 159	70,1%
7	EQUIPEMENTS	13 915 447 038 390	3 478 861 759 597	334 865 591 699	9,6%	255 725 353 684	76,4%	176 632 188 719	69,1%	105 503 229 141	59,7%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	8 753 611 437 389	2 188 402 859 347	286 417 898 536	13,1%	268 274 107 744	93,7%	137 724 350 182	51,3%	64 023 781 171	46,5%
	Total	46 799 683 356 268	11 699 920 839 067	7 794 166 602 563	66,6%	7 398 241 777 818	94,9%	6 381 726 819 400	86,3%	5 304 388 374 622	83,1%

(T.F.) = Taux de fluidité d'une étape à une autre en %

- 2. Dans l'ensemble, les différentes étapes de l'exécution de la dépense globale affichent les statistiques suivantes :
 - Engagement: 7.794.166.602.563 FC, contre les prévisions linéaires de 11.699.920.839.067 FC, soit un taux global de fluidité de 66,6%;
 - Liquidation: 7.398.241.777.818 FC dégageant un taux global de fluidité de 94,9% par rapport aux engagements;
 - Ordonnancement : 6.381.726.819.400 FC, renseignant un taux global de fluidité de 86,3% par rapport aux liquidations ;
 - Paiement: 5.304.388.374.622 FC indiquant un taux global de fluidité de 83,1% par rapport aux ordonnancements.

Graphique n°6: Exécution de dépenses par étape de la Chaîne/Globale



ff2

3. Les données relatives aux différentes étapes de l'exécution des dépenses sociales en termes des volumes de dossiers et en valeur sont renseignées dans les tableaux 7 et 8 ci-après :

Tableau n° 7 : Volume de dossiers de dépenses sociales par étape de la Chaîne.

Code	Titre	Engagé	Liquidé	Ordonnancé	Payé	Structure
3	DEPENSES DE PERSONNEL	14 622	14 603	14 593	14 567	93,4%
4	BIENS ET MATERIELS	235	198	164	78	0,5%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	306	220	180	62	0,4%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	1 119	1 081	1 011	839	5,4%
7	EQUIPEMENTS	64	55	47	45	0,3%
8	CONSTRUCTION, REFECTION,		. 5	. 3	2	0,0%
	Total	16 353	16 162	15 998	15 593	100,0%

Du tableau n° 7 ci-dessus, il se dégage que les Dépenses sociales sont plus orientées vers les dépenses de personnel suivi des transferts et interventions de l'Etat.

Tableau n° 8 : Exécution en valeur de dépenses sociales par étape de la Chaîne

	a linear d		Prévision Linéaire Engagement			Liquidation		Ordonnancemer	nt	Paiement	
Code	Titre	Crédit Voté	(03 mois)	Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF
3	DEPENSES DE PERSONNEL	5 085 546 029 625	1 271 386 507 406	1 116 418 706 877	22,0%	1 115 848 171 847	99,9%	1 115 075 454 395	99,9%	1 113 786 301 031	99,9%
4	BIENS ET MATERIELS	144 649 711 210	36 162 427 802	106 026 011 337	73,3%	22 335 247 608	21,1%	21 235 254 253	95,1%	16 142 858 513	76,0%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	345 624 329 906	86 406 062 477	191 926 222 954	55,5%	104 749 000 534	36,3%	86 979 385 044	47,1%	75 132 672 951	00,40/
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	1 028 374 109 496	257 093 527 374	411 293 820 255	40,0%	360 502 330 350	87,7%	344 917 227 430	95,7%	149 172 443 417	43,2%
7	EQUIPEMENTS.	4 949 693 664 245	1 237 423 416 061	138 566 833 062	2,8%	116 124 480 773	83,8%	98 587 468 999	84,9%	69 664 118 206	70,7%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	5 568 052 782 874	1 392 013 195 719	130 433 104 227	2,3%	119 865 955 728	91,9%	57 672 191 128	48,1%	56 767 191 128	98,4%
	Total	17 121 940 627 356	4 280 485 156 839	2 094 664 698 713	48,9%	1 919 425 272 841	91,6%	1 724 466 981 250	89,8%	1 480 665 585 247	85,9%

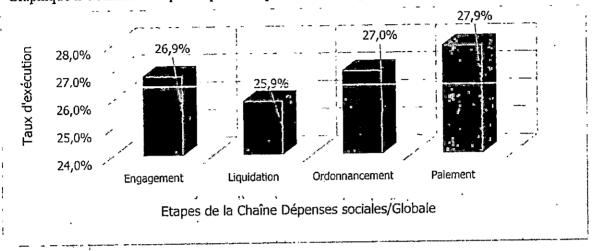
4. Comparées aux dépenses globales, suivant les différentes étapes de la chaîne, les dépenses sociales ont été exécutées comme suit :

■ Engagement: 2.094.664.698.713 FC, soit un taux de 26,9% par rapport aux engagements globaux;

Liquidation: 1.919.425.272.841 FC, soit un taux de 25,9% par rapport aux liquidations globales;

- Ordonnancement: 1.724.466.981.250 FC, soit un taux de 27,0% par rapport aux ordonnancements globaux;
- Paiement: 1.480.665.585.247 FC, soit un taux de 27,9% par rapport aux paiements globaux.

Graphique nº7: Exécution par étape des dépenses sociales par rapport aux dépenses globales



III. PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT LOCAL A LA BASE DE 145 TERRITOIRES

a. Brève présentation du PDL-145 T

La République Démocratique du Congo s'est résolue de développer son territoire national à travers un projet ambitieux ayant une vision élargie de développement à la base initié par le Président de la République, Chef de l'Etat intitulé « Programme de Développement Local de 145 Territoires » PDL-145T en sigle. Ce projet vise principalement à combattre la pauvreté et les inégalités sociales dans les différents milieux de vie de la population congolaise à travers la réduction des inégalités, la redynamisation des activités économiques locales, la transformation des conditions et du cadre de vie dans les zones jusque-là mal desservies par les infrastructures et services sociaux de base.

La mise en œuvre de PDL-145T qui bénéficie des financements du Trésor public et des contributions des partenaires au développement (PTFs) est exécutée par les trois agences, à savoir : le Bureau Central de Coordination (BCECO), la Cellule des Financements en faveur des Etats Fragiles (CFEF) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Au 31 décembre 2022, le Gouvernement à lancé le démarrage de deux volets du PDL-145T, à savoir :

- Composante 1 : Construction des écoles, centres de santé et bâtiments administratifs ;
- Composante 2 : Réhabilitation et entretien des routes de desserte agricole.

A ce jour, le niveau d'exécution connait un progrès significatif dans la première composante.

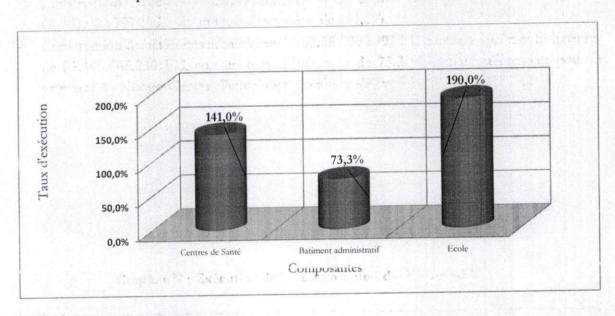
b. Synthèse des exécutions du PDL-145 T

Au deuxième trimestre 2023, les projets PDL-145T, ont été exécutés à hauteur de 266.459.352.909 FC, soit 44,8% par rapport aux prévisions linéaires de 594.460.292.338 FC de

ff-

l'ensemble de projets PDL-145T et de 129,1% contre les prévisions linéaires de 206.350.967.622 FC liés uniquement aux projets de construction d'écoles, de centres de santé et bâtiments administratifs.

- Construction de centres de santé: 74.607.522.600 FC contre les prévisions linéaires de 52.898.299.595 FC, soit un taux d'exécution de 141,0 %.
- Construction d'écoles : 129.294.821.416 FC contre les prévisions linéaires de 68.062.002.797 FC, soit un taux d'exécution de 190,0%.
- Construction de bâtiments administratifs: 62.557.008.893 FC contre les prévisions linéaires de 85.390.665.230 FC, soit un taux d'exécution de 73,3 % et particulièrement pour la province du Kongo-Central, l'enveloppe décaissée s'élève à 26.263.491.057 FC.



Graph. n°8: Exécution de la composante 1 du PDL - 145 T

NB: Par ailleurs, il sied de signaler que les données PDL-145T du troisième trimestre 2023 et du premier semestre 2024, sont en cours de traitement. En outre, ce programme, comptant dans la vision de Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat parmi les acquis phares du quinquennat antérieur, a reçu le crédit d'un montant de 755.490.000.000 FC dans la loi de finances 2024 et d'un montant de 824.718.510.631 FC pour la loi des finance 2025.

IV. OBSERVATIONS

Il importe de rappeler à tous les acteurs de la chaine de la dépense que la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (**DGTCP**) devra capter les avis de débits lui transmis par la Banque Centrale du Congo (**BCC**). Cela permettra à la **DGPPB** qui a en charge le suivi statistique de l'exécution du Budget, de produire des **ESB** exhaustifs et crédibles dans les délais.

H=

V. RECOMMANDATIONS

Au cours de la réunion du 21 février 2022 sur la conciliation des chiffres entre l'**ESB** et le **PTR**, réunissant tous les intervenants dans la chaîne de la dépense, il se dégage les points ci-dessous :

Tableau nº 9: Evaluation des recommandations

N°	Recommandations	Acteurs	Niveau d'évaluation
1.	Les réunions de conciliation devront se tenir deux fois le mois (bihebdomadaire) pour un début et par la suite de manière mensuelle c'est-à-dire une fois le mois ;	DGPPB	Exécutée
2.	Transmission des avis des débits ;	CII	Non exécutée
3	Transmission mensuelle des décaissements ;	DGTCP	- Exécutée de janvier à décembre 2024
4.	La PGAI a souhaité que la transmission des données relatives aux ressources extérieures s'effectue trimestriellement;	PGAI	Non exécutée
5.	La CTSP devra envoyer régulièrement à la DGPPB le rapport validé de l'exécution du PDL-145T;	CTSP-DGPPB	Rapport exécuté à fin septembre 2024
6.	La DGPPB devra mettre à la disposition de la CTSP et de la PGAI un modèle de présentation des données selon la nomenclature budgétaire;	DGPPB-CTSP-PGAI	Exécutée
7.	La DGPPB devra être associée dans la commission technique de mise en œuvre du PDL-145T;	CTSP	Non exécutée
8.	La CSTP/PDL 145-T a souhaité qu'il y ait des rencontres entre la DGPPB et la CSTP pour améliorer l'échange des données dans le cadre du PDL-145T.	CTSP-DGPPB	En cours

Source: Secrétariat Technique ESB

de reserva et en el 2017 2 e pour cultur el recipio de dence

Pour le Directeur Général en mission

Martin MUKUNGIL LA LUTULILWA

Discremirale Des politicas de la companya d